



Propagande : Israël accusé de défaut de paiement par ses influenceurs

Description

La propagande ne paie pas : des influenceur-euses et agences de communication embauchées, au lendemain du 7 octobre 2023, pour justifier le génocide israélien à Gaza, portent plainte contre Israël pour défaut de paiement.

Par l'Agence Média Palestine, le 10 mars 2026



La Hasbara, ou « Direction nationale de la diplomatie publique », outil gouvernemental de propagande destiné à rendre acceptable le projet colonial et génocidaire israélien, est un mauvais payeur. C'est ce que révèle une enquête du média israélien [Calcalist](#), dans une enquête lunaire qui dévoile d'une part l'ampleur des moyens mobilisés après le 7 octobre pour redorer l'image d'Israël en plein génocide, et d'autre part l'amateurisme brouillon dans lequel ces sommes ont été promises.

Les montants évoqués sont conséquents, représentant plusieurs millions de shekels. Dans les heures, les jours et les mois qui ont suivi le 7 octobre 2023, la Direction nationale de la diplomatie publique d'Israël a lancé une vaste opération de communication afin de contrer la condamnation mondiale grandissante de sa campagne génocidaire.

Selon le reportage du Calcalist, des dizaines d'activistes et de prestataires indépendantes ont été engagées après le 7 octobre, car la Direction manquait alors de personnel. Certaines de ces activistes et influenceuses n'étaient pas officiellement employées par l'état, mais par des prestataires privés avec lesquels la Direction avait déjà travaillé.

Plutôt que d'établir de nouveaux, les contrats pré-existants ont été étendus, et les sociétés de production privées sont devenues un canal de paiement pour ceux qui représentent Israël à l'étranger, indique le rapport.

La propagande ne paie pas

Calcalist cite notamment le salaire de l'influenceur britannico-israélien Eilon Levy, payé par une société de production d'activités externes, le groupe *Intellect Production and Publishing*, plutôt que directement par le Trésor public.

L'influenceur affirme avoir d'abord travaillé bénévolement, avant de se voir proposer de travailler comme consultant externe pour la Hasbara. Levi affirme que malgré ses demandes répétées, son statut n'a jamais été réglé par contrat, et que le service de propagande a demandé de le payer par un tiers.

Les dernières marches, Eilon Levy affirme avoir finalement renoncé à exiger le paiement de son salaire, d'un montant de 41 125 shekels. Il continue de faire l'apologie des campagnes meurtrières israéliennes de manière benvole, soutenant fermement les agressions israéliennes en Iran.

La société *Intellect* réclame plus de 1,5 million de shekels (487 000 dollars) au bureau du Premier ministre israélien, qui supervise la direction de la Hasbara. Outre les salaires d'influenceuses, ses prestations comportent notamment des frais de déplacements pour des activistes et influenceuses ayant mené des actions contre des manifestations pro-palestiniennes devant le tribunal de la Haye.

Une autre plainte importante, d'un montant de 625 200 shekels (200 000 dollars), a été déposée par la société « Speedy Call ». Cette société, qui est depuis des années un fournisseur reconnu du cabinet du Premier ministre, a créé, à la demande de l'état, le studio d'interview et la salle de presse dans l'enceinte de la Kirya (quartier au cœur de Tel Aviv abritant l'état-major général de l'armée, le ministère de la Défense ainsi qu'une base militaire). Ce studio a été utilisé personnellement par Netanyahu et Gallant, et c'est de là que des interviews et des déclarations ont été diffusées dans le monde entier.

Tags

1. hasbara
2. Israel

date crĂ©e
2026/03/10